

Arrêté de circulation



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISoire  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**RUE DE MONTBRON**

**ODP\_ACS\_2026\_01082**

**Le Maire de la Ville d'Angoulême,**

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R. 411-8 et R. 417-10,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** le règlement de voirie entériné par une délibération du Conseil municipal,

**VU** l'arrêté unique de circulation urbaine n°2026-639 du 03 juin 2026,

**VU** l'arrêté n°2026-326 portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Guillaume CHUPIN, 8ème adjoint, Délégué aux Travaux, à la Vie Quotidienne, à la Propreté Urbaine, au Stationnement et à la Lutte Contre les Nuisibles

**VU** l'arrêté n°2026-351 portant délégations de fonctions et de signatures à Madame Valérie CINQUALBRE, Directrice Générale des Services

**VU** l'arrêté n°2026-353 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale,

**VU** l'arrêté n°2026-334 portant délégations de signatures à Madame Marie PICHENE, Directrice des Affaires Juridiques,

**Considérant** la demande de privatisation du domaine public réalisée par l'entreprise **SOGETREL**, transmise à la collectivité le **18/06/2026**, et ce dans le cadre de la réalisation d'opérations de raccordement à la fibre optique, pour le compte de **ORANGE**, il y a lieu de modifier les mesures de circulation et de stationnement **RUE DE MONTBRON**,

**Considérant** qu'il revient à Monsieur le Maire, ou son représentant, de garantir par voie d'arrêté une saine gestion du domaine public et en conséquence de réglementer les espaces publics concernés par des mesures portant sur la circulation et/ou le stationnement,

**ARRÊTE**

**Article 1** A compter du 06/07/2026, à partir de 8H30 et jusqu'au 17/07/2026 inclus à 19H00 , en fonction de la signalisation mise en place, les mesures suivantes seront prises :

**200 à 204 RUE DE MONTBRON**

- **Circulation alternée par panneaux au droit de l'intervention**
- **Stationnement autorisé au droit de l'intervention, en partie trottoir et chaussée, pour le véhicule de l'entreprise**
- **Circulation des piétons interdite sur le trottoir au droit de l'intervention sauf accès résidents**

**Article 2** La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié. La pose, la fourniture et la maintenance seront assurées par les soins de l'entreprise. En cas d'achèvement anticipé du chantier celle-ci devra remettre la signalisation en conformité avec celle qui précédait les travaux.

**Article 3** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire, conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

**Article 4** Pour permettre d'assurer l'exécution des dispositions prescrites à l'article 1, Le stationnement des véhicules est interdit. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédent est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate;.

ANGOULÊME, Hôtel de Ville le 18/06/2026

Pour le Maire et par délégation,  
Monsieur Guillaume CHUPIN,  
Adjoint aux Travaux, à la Vie quotidienne, à la  
Propreté urbaine, au Stationnement et à la  
lutte contre les nuisibles